

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 22/04/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TRIADE**

ZAC du Bâconnet  
69700 Sourzy

Références : UDR-TESSP-25-163-TSR  
Code AIOT : 0010600042

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement TRIADE implanté ZAC du Bâconnet 140 allée des Erables 69700 Montagny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objectif de la présente visite est de contrôler la conformité de l'installation vis-à-vis du respect de certaines prescriptions qui lui sont applicables et en particulier de contrôler les suites de la précédente visite.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRIADE
- ZAC du Bâconnet 140 allée des Erables 69700 Montagny

- Code AIOT : 0010600042
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TRIADE, implantée sur la commune de Montagny, exerce une activité de fabrication de coffrets en bois dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 octobre 1997.  
Un arrêté préfectoral complémentaire a été rédigé au 5 février 2021 afin d'actualiser le tableau de classement ICPE du site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la présente visite, l'exploitant a déclaré avoir réalisé un point sur la situation administrative du site et être en dessous du seuil de l'enregistrement pour les rubriques ICPE 2410 "Travail du bois et matériaux combustibles analogues" et 2940 " Vernis, colle, peinture". Ce qui ferait passer le site du régime de l'enregistrement à la déclaration avec contrôle périodique pour la rubrique 2940.2b. L'Inspection a indiqué que cette modification doit être portée à la connaissance du préfet sous la forme d'un dossier autoportant avec l'ensemble des éléments permettant de justifier ces modifications.

Le dossier est à envoyer à : ddpp-pe@rhone.gouv.fr

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Rejets atmosphériques | AP de Mise en Demeure du 26/12/2019, article 1 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 6 mois                |
| 3  | Rejets atmosphériques | AP de Mise en Demeure du 20/12/2021, article 1 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 6 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle             | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|-------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Eaux d'extinction             | AP de Mise en Demeure du 26/12/2019, article 1  | Sans objet        |
| 4  | GEREP – suite inspection 2023 | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7     | Sans objet        |
| 5  | Moyens de lutte incendie      | Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 6.2.4 | Sans objet        |
| 6  | Matériel électrique           | Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 17    | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble, les points contrôlés lors de la présente visite sont respectés. Certains points font l'objet d'une demande de la part de l'Inspection.

L'exploitant devra fournir les justificatifs demandés, notamment le rapport de contrôle des rejets atmosphériques de 2025

L'Inspection propose de lever le point 2 de la mise en demeure du 26/12/2019.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Eaux d'extinction

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/12/2019, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séparateur d'hydrocarbure et vanne confinement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La société TRIADE, est mise en demeure de respecter:<br>les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 1997:<br>[...] - en mettant en place une vanne de confinement des eaux d'extinction incendie [...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br><br>Suite à la précédente visite d'inspection, l'exploitant devait mettre en place un séparateur d'hydrocarbure et la vanne de fermeture associée, tel que prévu par l'arrêté préfectoral du 27/10/97 ou réaliser une demande de dérogation sous 1 mois en justifiant l'absence d'impact sur les rejets d'eaux pluviales.<br>En date du 20 décembre 2023, complété le 17 janvier 2024, l'exploitant a transmis une demande de dérogation pour la mise en place d'un séparateur d'hydrocarbure et de la vanne de fermeture sur son site. Dans son rapport du 13 février 2024, l'Inspection a accepté la demande de dérogation quant à l'absence de mise en place d'un séparateur d'hydrocarbure et d'une vanne de confinement sur le site (Réf. rapport: UDR-TESSP-24-40-TSR.)<br><br>L'exploitant devait également afficher la consigne d'utilisation du bouchon obturateur à l'accueil du site. Par courriel du 30/01/24, l'exploitant a transmis un document avec photos justifiant la mise en place de ces consignes sur le site.<br><br><b>Par conséquent, l'Inspection propose que le point 2 de la mise en demeure du 26/12/2019 soit levé.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

### N° 2 : Rejets atmosphériques

|                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/12/2019, article 1 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>La société TRIADE, est mise en demeure de respecter :<br/> les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 1997:<br/> - en réalisant l'autosurveillance annuelle de ses rejets atmosphériques conformément à l'article 3.6 [...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis, par courriel du 20 mars 2025, les rapports de contrôle des rejets atmosphériques de 2022 et 2024.</p> <p>L'exploitant a expliqué ne pas avoir réalisé de contrôle en 2023 suite à la demande de dérogation de faire ces contrôles tous les 2 ans (voir rapport : UDR-TESSP-24-40-TSR) . Dans son rapport du 13 février, l'Inspection a rejeté la demande, l'exploitant doit donc réaliser les contrôles de rejets atmosphériques tous les ans.</p> <p>Pour l'année 2025, l'exploitant a indiqué que, suite à une baisse d'activité, il ne pouvait pas faire intervenir le prestataire n'ayant pour le moment pas de calendrier précis de son activité de vernissage dans les cabines de peinture.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées le rapport de contrôle des rejets atmosphériques de 2025 dès réception. A minima, il transmet sous 6 mois copie du bon de commande du prestataire.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

### N° 3 : Rejets atmosphériques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/12/2021, article 1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société TRIADE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 1997 :</p> <p>* en respectant les valeurs limites d'émissions de COV, pour les rejets atmosphériques [...]</p>                                                                                    |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Suite aux non conformités relevées en 2021 concernant la valeur limite d'émission de COV en concentration, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les VLE de ses rejets atmosphériques.</p> <p>Par courriel du 20/03/25, l'exploitant a transmis les derniers rapports de mesure des rejets atmosphériques de son installation.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Le rapport de 2022 présente un dépassement en concentration du paramètre COV de la cabine de peinture n°1 à 171 mg/Nm<sup>3</sup>, pour une VLE ne devant pas dépasser 145mg/Nm<sup>3</sup>.<br/>Le rapport de 2024 ne présente pas de non-conformité sur les paramètres surveillés.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veille à respecter les valeurs limites d'émission de ses rejets atmosphériques, notamment en COV.<br/>Il transmet à l'Inspection le prochain rapport de contrôle dès réception.</p>                 |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 4 : GEREP – suite inspection 2023**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7</p>                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets</p>                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.</p>                                                                                                                                                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la précédente visite, l'exploitant devait déclarer sous GEREP le volume d'évacuation de ses déchets dangereux et non-dangereux.<br/>L'Inspection a constaté que la déclaration a correctement été réalisée via GEREP. Une quantité de 8,7 tonnes a été évacuée sur l'année 2024.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 5 : Moyens de lutte incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 6.2.4</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications matériels</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 27/10/97</u><br/>L'exploitant tiendra à jour les registres concernant notamment les incidents,[...], les vérifications du matériel.</p> <p><u>Article 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 27/10/97</u><br/>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens d'alerte, de secours, et d'intervention feront l'objet de vérifications périodiques. Il conviendra en particulier de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

Dans son courriel du 20/03/2025, l'exploitant a transmis les rapports de vérifications périodiques des extincteurs Q4 de 2023, 2024 et 2025. Les rapports concluent que l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD.

Les registres de sécurité tenus par l'exploitant ont permis à l'Inspection de vérifier par sondage que les vérifications sont réalisées annuellement pour le désenfumage, les RIA, et les extincteurs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Matériel électrique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérifications périodiques

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les matériels [...] devront être maintenus en bon état et en permanence rester conformes en tout point aux spécifications techniques d'origines; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

**Constats :**

Par courriel du 20/03/25, l'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports de contrôle périodique des matériels électriques, notamment le Q18 de 2022, 2023 et 2024, ainsi que le Q19 (thermographie) de 2023 et 2024.

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de ces contrôles.

L'exploitant a présenté, le jour de la présente visite, les registres sur lesquels sont enregistrés les dates des vérifications périodiques du matériel de lutte contre l'incendie (désenfumage, RIA, extincteurs...) et des installations électriques. Ces contrôles sont réalisés annuellement.

**Type de suites proposées :** Sans suite